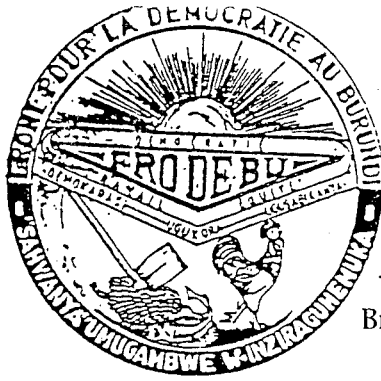


REPUBULIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE " SAHWANYA "   
 UHUZA ABAHARANIRA   
 DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE   
 AU BURUNDI

Bruxelles, le 28 Août 1994

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### BURUNDI: nouvelle tentative de putsch militaro-civil.

Une semaine après l'ignoble assassinat, le 19 de ce mois, d'un Parlementaire du FRODEBU, l'Honorable MPFAYOKURERA Sylvestre élu dans la circonscription de Ngozi, par des éléments non encore identifiés, nous apprenons l'imminence d'un nouveau putsch militaro-civil.

Les conjurés se sont réunis au bar dit le "Juge Rouge" ( dans les faubourgs de Bujumbura), le 23 /8/1994. Ils se sont convenus de réaliser un Coup d'Etat entre le 26 Août et le 31 du même mois. Chacun des conjurés s'est acquitté d'une cotisation personnelle de 392.000 F.Bu (= environ 39.000 BE.F), afin d'assurer la rémunération des réalisateurs du putsch.

Voici les présumés putschistes:

- 1°) les militaires :
- |                                 |                      |
|---------------------------------|----------------------|
| 1. SIMBANDUKU Pascal            | Lieutenant - Colonel |
| 2. NIMUBONA Gervais             | "                    |
| 3. NDIKUMAGENGE Gervais         | "                    |
| 4. NTAKO Pascal                 | "                    |
| 5. BARIBWEGURE                  | "                    |
| 6. NTAKIYICA Hilaire            | Commandant           |
| 7. BAYAGANAKANDI Jean-Berchmans | "                    |
| 8. BUBASA Gervais               | "                    |
- 2°) les civils:
10. MBONIMPACyprien (ex-Ministre des Relations extérieures du Major-Président Pierre BUYOYA)
  11. BARARUNYERETSE Libère (idem)
  12. NGEZE François, Parlementaire-UPRONA (ex- Ministre de l'Intérieur du Major-Président Pierre BUYOYA)
  13. NDAMAMA Jérôme
  14. NTAGABO Joseph
  15. NZIGAMASABO Salvator
  16. NDIKUMASABO Herménégilde

Ils ont pour but essentiel de court-circuiter les négociations politiques en cours au Palais de Kigobe à Bujumbura, afin d'empêcher la remise en place de l'institution présidentielle et de la stabilité politique au Burundi.

Certains des comploteurs actuels font partie de l'équipe des putschistes d'octobre 1993, à en croire le rapport de la "Commission Internationale d'enquête" des O.N.G. sur le putsch militaro-civil d'octobre 1993. Ils sont encouragés par le phénomène endémique de l'impunité, lui-même facilité par "l'effondrement du système judiciaire burundais" ( AMNESTY INTERNATIONAL, Rapport 1994). Nous prions instamment l'O.N.U., l'O.U.A. et tous les Juristes démocrates de se pencher sur la question urgente de l'aide aux autorités burundaises, afin de réformer et renforcer le système judiciaire national. Tous les responsables de massacres doivent être punis.

Le Représentant du Parti "SAHWANYA - FRODEBU" en Belgique,

  
NTIBAZONKIZA Raphaël